



Conseil de sécurité

Distr. générale
8 janvier 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 7 janvier 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint, présenté par la République de Moldova en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

**Lettre datée du 31 décembre 2001,
adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
par le Représentant permanent de la République de Moldova
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport de la République de Moldova sur l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU.

Mon gouvernement est prêt à fournir au Comité d'autres rapports ou renseignements, selon qu'il conviendra ou à la demande du Comité.

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,
Représentant permanent de la République de Moldova
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Ion **Botnaru**

Pièce jointe

Rapport sur les mesures prises par le Gouvernement de la République de Moldova en vue de la mise en oeuvre de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU

(Chisinau, République de Moldova, 26 décembre 2001)

Dispositions générales

La République de Moldova a fermement condamné les attentats terroristes sans précédent commis contre les États-Unis le 11 septembre 2001 et les considère comme des crimes qui ne visent pas seulement les États-Unis, mais l'humanité tout entière, une menace directe pour la civilisation et ses valeurs fondamentales.

La République de Moldova s'est jointe à la coalition antiterroriste et appuie les efforts des États-Unis et de la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme. La Moldova s'est déclarée prête à participer à ce combat, notamment en appliquant intégralement toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, notamment la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. La République de Moldova applique également les conventions internationales contre le terrorisme auxquelles elle est partie.

Condamnant les attentats terroristes du 11 septembre 2001, le Gouvernement moldove a pris toute une série de mesures visant à contribuer à la réussite des initiatives de la coalition antiterroriste internationale. C'est ainsi qu'à l'appui de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU et, plus particulièrement de la résolution 1373 (2001), le Gouvernement moldove a lancé un mécanisme de mise au point de mesures et d'institutions, dont l'objectif est de faciliter la réalisation des objectifs de lutte antiterroriste convenus au niveau international.

Consciente de la complexité du phénomène du terrorisme, la République de Moldova estime que, pour que le combat commun contre ce fléau soit couronné de succès, il est nécessaire d'éliminer toutes les causes des différentes formes de manifestation violente d'extrémisme politique. Parmi ces foyers, on peut citer les conflits locaux, les crises régionales, le séparatisme et les régions contrôlées par des forces séparatistes, qui créent des conditions favorables au blanchiment de capitaux, aux migrations illégales, à la contrebande, au trafic de stupéfiants et d'armes, etc. En d'autres termes, les zones séparatistes sont un environnement propice à la criminalité organisée et peuvent servir d'asile à des éléments terroristes. Ce problème doit donc être lui aussi pris en compte par le Conseil de sécurité et les États Membres des Nations Unies dans leur lutte commune contre le terrorisme.

L'objectif du présent rapport est de fournir des informations pertinentes sur les mesures prises ou envisagées par la République de Moldova pour mettre en oeuvre la résolution 1373 (2001).

Mesures prises

Depuis les événements du 11 septembre 2001, la République de Moldova a pris les mesures ci-après :

1. La Mission permanente de la République de Moldova auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York a signé, le 25 septembre 2001, une déclaration commune des États membres du Groupe Géorgie, Ouzbékistan, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldova (GOUAM) concernant la condamnation des attaques terroristes aux États-Unis, ainsi qu'une déclaration commune du GOUAM-des États-Unis sur le terrorisme, publiée le 14 novembre 2001.
2. Le Ministère des affaires étrangères de la République de Moldova a publié, le 26 septembre 2001, une déclaration concernant l'adhésion de la Moldova à la coalition antiterroriste internationale, indiquant que le pays était prêt à apporter toute contribution nécessaire à la lutte contre le terrorisme.
3. Le Parlement de la République de Moldova a adopté, le 27 septembre 2001, une résolution spéciale sur la lutte contre le terrorisme, aux termes de laquelle il exprimait la nécessité de consolider la législation nationale pertinente et de renforcer les institutions gouvernementales compétentes. La résolution a été suivie de l'adoption de la loi nationale No 633-XV du 15 novembre 2001 sur la prévention et la répression du blanchiment des capitaux, et de la loi No 539-XV du 12 décembre 2001 sur la lutte contre le terrorisme.
4. Le Premier Ministre moldove a signé le 28 septembre 2001 à Moscou une déclaration commune des chefs de gouvernement des États membres de la Communauté d'États indépendants concernant la coopération antiterroriste régionale.
5. Le Conseil national suprême de sécurité de Moldova a adopté le 6 octobre 2001 la décision No 02/5-03-02 relative à l'appui à la coalition antiterroriste. Ce document rappelait notamment la volonté du Gouvernement d'établir des relations de coopération avec tous les pays membres de la coalition et d'adhérer aux conventions internationales pertinentes en matière de lutte contre le terrorisme. La décision confirmait également que tout aéronef participant à des actions antiterroristes avait l'autorisation de survoler le territoire et d'atterrir dans les aéroports nationaux.
6. La République de Moldova a signé le 26 octobre 2001 à Antalya (Turquie) une déclaration des ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire relative à des mesures communes de lutte contre le terrorisme international.
7. Le Ministère des affaires étrangères a publié, le 29 octobre 2001, une circulaire adressée à toutes les missions diplomatiques et consulaires moldoves à l'étranger, concernant la coopération de la Moldova avec d'autres pays dans la lutte contre le terrorisme international, demandant en particulier des informations sur la législation nationale et l'expérience à cet égard.
8. Le Gouvernement de la République de Moldova a publié, le 1er novembre 2001, une circulaire concernant des directives et des propositions pour la mise en oeuvre de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.

Mesures spécifiques

Paragraphe 1

Alinéa a) – Dans ses efforts pour prévenir et réprimer le financement des actes et des organisations terroristes, le Ministère des affaires étrangères a transmis au Ministère des finances, à la Banque nationale moldove et au Service d'information et de sécurité de Moldova une demande urgente émanant de l'ambassade des États-Unis en Moldova concernant le gel des avoirs financiers de terroristes et l'application de la résolution 1333 (2000) du Conseil de sécurité de l'ONU. Les institutions mentionnées ci-dessus ont également reçu la liste à jour des organisations terroristes étrangères, la liste de personnes et d'entités associées aux attentats terroristes du 11 septembre 2001 et un questionnaire du Trésor des États-Unis sur le gel des avoirs bancaires concernés. L'enquête qui a suivi a permis de découvrir trois comptes de particuliers dans l'une des banques commerciales de Chisinau, mais ils étaient inactifs depuis l'année précédente, leur solde final étant à zéro.

Le 15 novembre 2001, le Parlement de la République de Moldova a adopté la loi No 633-XV relative à la prévention et à la répression du blanchiment de capitaux, posant les fondements de la prévention et de la lutte contre ce phénomène et définissant les principales notions en la matière. Aux termes des dispositions de la loi, le Bureau du Procureur général de Moldova a la charge de son exécution. Moins d'un mois après l'adoption de la loi, des formulaires spéciaux ont été établis pour la déclaration de transactions suspectes ou de transactions supérieures aux montants autorisés.

Alinéa b) – Lors de la dernière refonte du Code pénal, adoptée par le Gouvernement le 12 décembre 2001, un nouveau paragraphe, No 63-1, a été ajouté, intitulé « Financement d'actes terroristes ou fourniture d'un appui matériel » :

« L'offre ou le rassemblement intentionnel directs ou indirects, par des ressortissants de la République de Moldova ou des étrangers résidant sur le territoire de la République de Moldova, d'éléments destinés à être utilisés ou dont on sait qu'ils seront utilisés pour la perpétration d'actes terroristes, sont sanctionnés par une peine d'emprisonnement de 10 à 25 ans et la confiscation desdits éléments ».

Conformément au paragraphe 2 de la loi relative à la lutte contre le terrorisme, « le financement d'une organisation ou d'un groupe terroriste, ou l'apport de toute autre assistance » soit considérés comme des activités terroristes. Aux termes du paragraphe 22 de la même loi, « les personnes déclarées coupables d'activités terroristes sont responsables en vertu de la loi en vigueur ». Les activités terroristes relèvent des paragraphes 63 à 65 du Code pénal national.

Par ailleurs, la loi relative à la lutte contre le terrorisme contient dans son paragraphe 24 des dispositions sur la responsabilité des organisations pour l'exécution d'activités terroristes. C'est ainsi que « 1) une organisation est considérée comme une organisation terroriste et est soumise à liquidation exclusivement sur la base d'une décision d'un tribunal pénal. Au cas où une organisation est reconnue organisation terroriste, tous ses biens sont confisqués au bénéfice de l'État. 2) Lorsqu'une entité juridique a reconnu qu'une organisation internationale enregistrée à l'étranger est une organisation terroriste, ses activités sur

le territoire de la République de Moldova sont interdites, son bureau, branche ou autre forme de représentation est liquidée et la totalité des installations et des avoirs sont confisqués au bénéfice de l'État ».

Alinéa c) – Aux termes du paragraphe 4 de la loi relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux, « les organisations qui exécutent des transactions financières sont tenues ... de suspendre, en vertu d'une décision du Bureau du Procureur général, l'exécution des opérations financières suspectes pendant une période de cinq jours, et pour celles qui sont limitées jusqu'à l'adoption par le Bureau du Procureur général ou par un tribunal pénal d'une décision spéciale concernant l'opération en question. S'il n'est pas possible de donner des informations au préalable, les organisations devront informer le Cabinet du Procureur général d'opérations suspectes ou limitées immédiatement après les avoir exécutées ».

Alinéa d) – Les actes et procédures ci-après sont inclus dans la législation nationale moldave sur l'interdiction des activités visées dans cet alinéa :

1. Loi No 539-XV du 12 décembre 2001 relative à la lutte contre le terrorisme;
2. Loi No 45-XIII du 12 avril 1994 relative aux activités d'enquête et de renseignement;
3. Loi No 618-XIII du 31 octobre 1995 relative à la sécurité de l'État;
4. Loi No 619-XIII du 31 octobre 1995 relative aux services de sécurité de l'État;
5. Loi No 633-XV du 15 novembre 2001 relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux;
6. Code pénal de la République de Moldova;
7. Code de procédure pénale de la République de Moldova.

Le cadre juridique existant constitue un fondement législatif solide pour la prévention, l'interdiction et la sanction des activités mentionnées dans ce paragraphe.

Paragraphe 2

Alinéa a) – Aux termes du paragraphe 2 de la loi relative à la lutte contre le terrorisme, l'activité terroriste comprend également « le recrutement, l'équipement, la formation et l'utilisation de terroristes ». Aux termes du paragraphe 22 de la même loi, « les personnes reconnues coupables d'une activité terroriste sont responsables en vertu de la législation en vigueur ». Les activités terroristes relèvent des paragraphes 63 à 65 du Code pénal national.

Conscient que l'élimination de l'approvisionnement en armes fait partie intégrante de la stratégie antiterroriste mondiale, le Conseil suprême de sécurité de la République de Moldova a chargé le Ministère de la défense d'inspecter la sécurité des entrepôts d'armes, de munitions et d'explosifs. Malheureusement, l'inspection de stocks similaires situés sur le territoire contrôlé par le régime anticonstitutionnel séparatiste de la région de Transnistrie en Moldova est impossible. Le Gouvernement de la République de Moldova a donc besoin de l'assistance de la communauté internationale pour retirer de son territoire les armements russes,

conformément aux décisions prises lors du Sommet de l'OSCE à Istanbul en 1999. L'assistance internationale est également nécessaire pour l'inspection de certaines des usines industrielles des villes de Tiraspol, Bender et Ribnitsa où, d'après des sources de renseignement, plusieurs types d'armements et de munitions modernes sont encore fabriqués puis vendus à différentes zones de conflit. Un autre problème particulier concerne le matériel limité par le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe, dont les forces paramilitaires des sécessionnistes transnistriens sont équipées.

Alinéa b) – Toutes les activités de prévention d'actes terroristes sont menées en Moldova conformément aux dispositions de la Convention européenne pour la répression du terrorisme, à laquelle la République de Moldova est devenue partie le 18 juin 1999. Après l'adoption de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU, le Ministère de l'intérieur et le Service de l'information et de la sécurité de Moldova ont établi leurs plans institutionnels de prévention des actes terroristes. Dans le contexte de la prévention et de l'alerte rapide en cas d'actes terroristes, les ministères et les services compétents coopèrent avec leurs homologues d'autres pays. Le Gouvernement moldave a notamment signé des accords bilatéraux avec les Gouvernements de la Turquie et de la Hongrie concernant la lutte contre la criminalité organisée, la corruption, le terrorisme et le trafic de stupéfiants. Le Ministère de l'intérieur est partie à l'Accord de coopération des ministères de l'Intérieur des États membres de la Communauté d'États indépendants sur la lutte contre le terrorisme, signé en septembre 2000 à Ceoplan-Aty (Kirghizistan).

Alinéa c) – Pour que le caractère inéluctable d'une sanction pénale soit garanti, les terroristes sont extradés conformément aux conventions internationales pertinentes ou dans des conditions de réciprocité, et d'après la décision du tribunal pénal. Le 14 mai 1997, la Moldova a ratifié la Convention européenne d'extradition et le 21 juin 2001 les deux protocoles additionnels s'y rapportant. La Moldova a également signé plusieurs accords bilatéraux et multilatéraux sur l'assistance juridique et l'entraide en matière pénale, qui régissent les procédures d'extradition. Dans les cas où les ressortissants étrangers ou les apatrides ne peuvent être extradés ou expulsés, ils seront jugés sur le territoire de la République de Moldova conformément au Code pénal national.

Aux termes de la Constitution de la République de Moldova (par. 19) et de la loi relative au statut juridique des ressortissants étrangers et des apatrides en République de Moldova (par. 3), ces derniers sont tenus de respecter la Constitution et les autres lois nationales.

Alinéa d) – Les crimes particulièrement dangereux commis contre l'État, y compris les actes terroristes, contre d'autres États ou leurs ressortissants relèvent du paragraphe 70 du Code pénal de la République de Moldova et sont passibles d'une peine d'emprisonnement de 15 à 25 ans.

Par ailleurs, la loi relative à la lutte contre le terrorisme définit également la notion d'activité terroriste internationale. Aux termes du paragraphe 2, l'activité terroriste internationale s'entend des actes terroristes commis :

« – Par un terroriste, un groupe de terroristes ou une organisation terroriste sur les territoires d'au moins deux États, causant des dommages aux intérêts desdits États;

- Par les ressortissants d'un État contre les ressortissants d'un autre État ou sur le territoire d'un autre État;
- Dans le cas où un terroriste et sa victime sont ressortissants du même État ou d'États différents, mais que le crime a été commis en dehors des territoires de ces États ».

Alinéa e) – Suite à la refonte la plus récente du Code pénal adoptée par le Gouvernement le 12 décembre 2001, les anciennes mesures de sanction en cas de perpétration d'actes terroristes, soit d'une peine d'emprisonnement de 10 à 20 ans avec confiscation des biens, ont été remplacées par des peines de 15 à 25 ans d'emprisonnement avec confiscation des biens.

Après l'adoption le 12 décembre 2001 de la loi relative à la lutte contre le terrorisme, la liste des crimes qui peuvent être considérés comme des crimes de nature terroriste a été étendue. Ainsi, conformément au paragraphe 2 de la loi, les crimes de nature terroriste sont les suivants :

- « – Un crime accompagné d'une tentative de capture illicite d'un aéronef;
- Un crime dirigé contre la sécurité de l'aviation civile;
- Un crime dangereux constituant une menace pour la vie, l'intégrité physique ou la liberté de personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques;
- Un crime visant à prendre des otages, kidnapper ou séquestrer illégalement des personnes;
- Un crime commis avec l'utilisation de bombes, de grenades, de missiles, d'armes automatiques, d'enveloppes ou de colis dont l'utilisation constitue un danger pour autrui;
- Une tentative de commettre l'un des crimes mentionnés ci-dessus ou la complicité à un des crimes ou à une tentative de les commettre. »

Alinéa f) – Voir les renseignements concernant l'alinéa b) sur la coopération internationale.

Alinéa g) – Pour prévenir le déplacement transfrontière de terroristes, les mesures de défense des frontières ont été accrues depuis le 24 septembre 2001, conformément à la décision du Conseil suprême de sécurité No 02/5-03-01 relative à la migration illégale et à ses effets sur la sécurité nationale. Les forces aux frontières postées à toutes les sections de la frontière nationale (à l'exception de la frontière orientale qui est sous le contrôle du régime séparatiste anticonstitutionnel en Transnistrie) ont élevé leur niveau d'alerte pour accroître la défense en cas d'urgence. La décision citée ci-dessus et la décision suivante sur le même sujet, 2/5-03-03 du 26 octobre 2001, ont donné pour instructions aux institutions et organismes publics pertinents de renforcer le contrôle à l'immigration et le contrôle des importations de marchandises à tous les postes frontaliers. Le Département des forces frontalières a installé un réseau informatisé à tous les postes frontière, contenant une base de données de terroristes et de personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international. La base de données est régulièrement mise à jour en coopération avec le Bureau d'Interpol. Le Ministère des affaires étrangères coordonne la délivrance de visas d'entrée en République de Moldova pour les ressortissants de régions à haut risque, en coopération avec le Service de

l'information et de la sécurité de la République de Moldova. Des crimes comme la contrefaçon, la reproduction ou l'utilisation frauduleuse de documents d'identité et de voyage relèvent du paragraphe 189 « Fabrication de documents publics » et du paragraphe 209 « Contrefaçon ou utilisation frauduleuse de faux documents ou de tampons, timbres et formulaires imprimés et falsifiés » du Code pénal.

Paragraphe 3

Alinéas a), b) et c) – Pour contribuer à l'objectif de répression du terrorisme international, intensifier la coopération internationale, faciliter l'échange accéléré d'informations concrètes, la République de Moldova a déjà signé les instruments internationaux ci-après :

1. Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1973;
2. Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1999;
3. Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenus à bord des aéronefs, signée à Tokyo le 14 septembre 1963;
4. Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971;
5. Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, signé à Montréal le 24 février 1988;
6. Convention sur le marquage des explosifs plastiques aux fins de détection, signée à Montréal le 1er mars 1991;
7. Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée à La Haye le 16 décembre 1970;
8. Convention sur la protection physique des matières nucléaires, signée à Vienne le 3 mars 1980;
9. Convention européenne pour la répression du terrorisme, conclue à Strasbourg le 27 janvier 1977;
10. Traité de coopération entre les États membres de la Communauté d'États indépendants dans la lutte contre la criminalité, signé à Moscou le 25 novembre 1998;
11. Traité de coopération entre les États membres de la Communauté d'États indépendants dans la lutte contre le terrorisme, adopté à Minsk le 4 juin 1999;
12. Décision des États membres de la Communauté d'États indépendants relative au financement des activités du Centre antiterroriste, adoptée à Minsk le 30 novembre 2000;
13. Décision des États membres de la Communauté d'États indépendants relative au Centre antiterroriste, adoptée à Minsk le 1er décembre 2000.

La République de Moldova a également signé divers accords bilatéraux et multilatéraux relatifs à la répression du terrorisme international.

Alinéa d) – Dans le cadre du suivi de la résolution 1373 (2001), de l'intensification de la coopération internationale et de l'accélération de l'échange d'informations, la République de Moldova compte adhérer dans un avenir proche aux instruments internationaux ci-après :

1. Convention internationale contre la prise d'otages, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1979;
2. Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1997;
3. Convention européenne sur la valeur juridique des décisions pénales de 1970;
4. Convention européenne sur les procédures répressives de 1972;
5. Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'actes de violence de 1983;
6. Traité de coopération des États membres de la Communauté d'États indépendants dans la lutte contre la migration illégale de 1998.

N'ayant pas accès à la côte, la Moldova ne peut être partie à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de la navigation maritime, signée à Rome le 10 mars 1988, ni au Protocole de Rome pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, fait le 10 mars 1988.

Alinéa e) – Pour mettre en oeuvre les conventions internationales en matière de terrorisme, le Gouvernement a pris plusieurs mesures dans le cadre de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, du 14 décembre 1973. Le Ministère de l'intérieur, en coopération avec le Service de l'information et de la sécurité et le Ministère des affaires étrangères, a ainsi renforcé la sécurité des locaux des missions diplomatiques et des organisations internationales situés en Moldova.

Alinéas f) et g) – Le 23 novembre 2001, la Moldova a adhéré à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés de 1951 et au Protocole relatif au statut des réfugiés de 1967. Une loi nationale sur le statut des réfugiés est en cours d'élaboration et devrait comporter toutes les procédures juridiques et administratives se rapportant à ces deux alinéas. Toutes les demandes d'asile sont vérifiées en détail par les institutions administratives publiques compétentes. Conformément au paragraphe 24 du projet de loi mentionné : « Le statut de réfugié ne peut être accordé à un ressortissant étranger qui :

a) A commis un crime contre la paix, l'humanité ou un crime de guerre selon la définition des conventions internationales auxquelles la République de Moldova est partie;

b) A commis délibérément sur le territoire de la République de Moldova, avant ou après sa demande d'asile, un crime passible, en vertu du Code pénal, d'une

peine de plus de trois ans d'emprisonnement, ou a commis en dehors du pays un crime de droit commun dangereux;

c) A commis un acte contraire à la Charte des Nations Unies;

d) Constitue, par son comportement ou son appartenance à une organisation ou à un groupe donné, une menace pour la sécurité nationale ou l'ordre public. »

Demande d'assistance

Le Gouvernement de la République de Moldova estime que, dans le cadre de l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, son pays aura besoin de conseils et d'assistance techniques, en particulier en ce qui concerne les besoins en matière de formation, les demandes de matériel spécial, l'accès aux bases de données internationales modernes sur les individus, les groupes et les organisations participant à des activités terroristes.

Si le Comité contre le terrorisme souhaite obtenir les textes de la législation et des actes administratifs moldoves mentionnés dans le présent rapport, il pourra se les procurer par l'intermédiaire de l'interlocuteur moldove.

Le Gouvernement moldove est prêt à collaborer avec les États Membres, l'Organisation des Nations Unies, y compris le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité, pour lutter contre toutes les manifestations du terrorisme international.

Annexe**Rapport présenté par la Banque nationale
de la République de Moldova sur les mesures prises
pour prévenir le financement des actes de terrorisme
et des organisations terroristes (26 décembre 2001)**

L'article 23 de la loi sur les institutions financières régit les mesures applicables dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de l'argent.

Au sens dudit article, les banques ne doivent pas dissimuler, convertir ou transférer des fonds ou autres valeurs, sachant que ceux-ci proviennent d'activités criminelles, dans le but de masquer leur provenance illégale, ni aider des personnes impliquées dans de telles activités à échapper aux sanctions juridiques qui découlent de leurs actes.

Dans le même temps, les banques ont pour obligation d'informer les autorités compétentes de tout fait prouvant que les fonds ou autres valeurs proviennent d'activités criminelles, conformément à la législation en vigueur.

La Banque nationale de Moldova a élaboré une série de réglementations sur le contrôle et la régulation des transactions bancaires, lesquelles prévoient des mesures de surveillance prudentielle et imposent aux banques de respecter la législation en vigueur, notamment l'article 23 de la loi sur les institutions financières.

Le 9 novembre 1998, la Banque nationale de Moldova a formulé et approuvé des recommandations sur les systèmes de contrôle interne des banques commerciales.

Le présent document a essentiellement pour objectif de garantir le respect de la législation et des réglementations en vigueur par les institutions financières, en particulier lors des transactions opérées sur les comptes des clients.

En application desdites recommandations, les banques doivent mettre en place des procédures de contrôle interne dans tous les domaines commerciaux, y compris des :

- Directives internes sur les fonctions, obligations et responsabilités du personnel en matière de communication d'informations;
- Normes, pratiques et procédés comptables;
- Règles concernant les procédures quotidiennes de contrôle opérationnel, tant informatisées que manuelles, les limites autorisées, la documentation sur la tenue des livres comptables et les systèmes de contrôle;
- Normes permettant l'identification et la notification des failles éventuelles et des solutions éventuelles;
- Programmes de formation du personnel sur l'application des politiques internes, etc.

Le personnel de la Banque nationale de Moldova applique les procédures prévues par le Manuel sur les contrôles *in situ*, approuvé par la Banque le 12 février 1999. Conformément à ce Manuel, les contrôleurs doivent déterminer si les banques appliquent des règles appropriées pour vérifier l'identité des clients et désigner des

personnes chargées d'en surveiller l'application. Les banques ont pour obligation de formuler et d'appliquer des principes de diligence suffisante, compte tenu de leur compétence et des documents déjà existants. Dans le cadre du processus de contrôle et des contrôles *in-situ*, la Banque nationale de Moldova vérifie l'existence et l'applicabilité des programmes internes de prévention du blanchiment de l'argent, notamment des politiques et procédures de contrôle interne ainsi que des programmes de formation du personnel. Grâce au programme interne de prévention du blanchiment de l'argent, il est possible d'analyser et d'évaluer rapidement les activités pouvant avoir une origine illégale.

En cas de non-respect de ces politiques et de non-communication de transactions douteuses aux autorités de police, la Banque prend des mesures correctives et soumet les informations correspondantes auxdites autorités. À titre d'exemple, la Banque nationale de Moldova a récemment ordonné à plusieurs banques de mettre en oeuvre des procédures concrètes pour détecter des opérations douteuses, de nommer des personnes chargées de signaler lesdites opérations, etc. Dans le même temps, elle a donné un avertissement à la direction des banques, suspendu certaines de leurs activités (opérations sur devises) et transmis les documents concernés aux services du Procureur général et au Ministère de l'intérieur.

En outre, pour améliorer les systèmes de contrôle interne des banques, la Banque nationale de Moldova élabore actuellement une réglementation définissant les procédures que les banques doivent mettre en place en application de la loi sur la répression du blanchiment de capitaux. La Banque nationale de Moldova renforce actuellement ses politiques en matière de mesures correctives et de sanctions à l'encontre des banques commerciales qui n'appliquent pas les mesures de surveillance prudentielle.

La réglementation sur l'ouverture et la clôture de comptes bancaires est entrée en vigueur le 20 janvier 2000, remplaçant aux fins de contrôle la précédente réglementation datée du 23 juillet 1992. Ces textes réglementent l'ouverture, la modification et la clôture de comptes bancaires en lei et/ou en devises étrangères dans les banques commerciales, notamment l'ouverture de comptes courants résidents ou non résidents pour les personnes morales, l'ouverture de comptes courants résidents ou non résidents pour les personnes physiques, l'ouverture de comptes de dépôts et de comptes « loro ». Toute personne morale ou physique est autorisée à ouvrir plusieurs comptes en lei ou en devises étrangères dans toute banque moldave, quelle que soit sa situation administrative et territoriale, sur présentation des documents nécessaires à l'ouverture des comptes respectifs et conformément à la loi.

Les documents suivants soumis lors de l'ouverture d'un compte doivent être conservés dans des dossiers séparés et permettre l'identification de ses clients par la banque : documents d'identité, autorisation d'exercice d'une activité commerciale, enregistrement auprès de l'Administration fiscale, certificat d'enregistrement auprès de la Chambre d'enregistrement nationale, noms des gestionnaires de l'entreprise, acte de constitution, statuts, licence, autorisation de la banque centrale du pays concerné lors de l'ouverture de comptes bancaires pour une banque étrangère, etc. Lors des contrôles internes effectués cette année, trois banques ont été sanctionnées pour non-respect de la réglementation citée.

S'agissant de la déclaration selon laquelle la Banque nationale de Moldova ne vérifie pas la bonne réputation des investisseurs ni leurs casiers judiciaires, nous aimerions apporter les précisions ci-après.

L'article 15 de la loi sur les institutions financières et la réglementation de la Banque nationale du 29 novembre 1996 sur la détention de participations appréciables dans le capital d'une banque prévoient que la cession d'actions du capital d'une banque, ayant pour résultat la détention directe ou indirecte de parts appréciables du capital de ladite banque par une personne ou un groupe de personnes associées, ne peut se faire que sur autorisation écrite de la Banque nationale. Jusqu'en novembre de l'année du présent rapport, une part appréciable était évaluée à au moins 10 % du capital. Cette loi a été modifiée pour renforcer le contrôle bancaire et tenir compte de la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mars 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice, par l'adjonction d'une nouvelle condition à l'obtention de l'autorisation de la Banque nationale de Moldova lorsque l'augmentation de ladite part atteint ou dépasse 25 %, 33 % et 50 %. La réglementation sur la détention de participations appréciables dans le capital d'une banque est actuellement révisée aux fins de l'application de ces dispositions juridiques dans le cadre du processus de contrôle.

La Banque nationale de Moldova, conformément à ces réglementations, n'accorde une autorisation écrite que si elle est absolument certaine que la banque concernée satisfait à toutes les conditions prévues par la loi sur les institutions financières et autres réglementations en vigueur, notamment :

- La bonne réputation du demandeur et de ses administrateurs, y compris dans le cadre de son activité commerciale ou professionnelle au cours des 10 dernières années;
- La provenance des fonds utilisés pour l'acquisition des actions;
- L'absence d'antécédents criminels et un casier judiciaire vierge;
- Le rapport et l'avis d'une société d'audit indépendante ainsi que les rapports financiers vérifiés des trois dernières années, etc.

En cas de manquement aux obligations énoncées dans la réglementation de la Banque nationale de Moldova sur la détention de participations appréciables dans le capital d'une banque (y compris le non-respect des conditions susmentionnées), la Banque nationale refuse la demande. En 2000 et en 2001, la Banque nationale a examiné six de ces demandes, dont l'une a été rejetée parce que l'actionnariat potentiel n'était pas conforme au principe de surveillance prudentielle de la Banque nationale.

En outre, en vertu de la réglementation sur les agréments accordés aux banques, la Banque nationale approuve uniquement les actionnaires dont les antécédents et la situation financière correspondent aux critères indiqués, et impose des conditions suffisantes pour garantir un fonctionnement prudent de la banque respectueux de la législation en vigueur. En outre, l'actionnariat et l'origine du capital initial sont examinés en détails lors de la procédure d'agrément.

Depuis l'adoption de sa réglementation sur la détention de participations appréciables dans le capital d'une banque, la Banque nationale de Moldova surveille systématiquement les actionnaires des banques, en effectuant des contrôles *in situ*,

afin de déterminer s'ils entretiennent des liens suspects et si l'article 15 de la loi sur les institutions financières et la réglementation sur la prise de participations sont bien appliqués.

En cas de non-respect des conditions susmentionnées, la Banque nationale impose des sanctions et des mesures correctives afin de garantir le plein respect de la législation et des réglementations en vigueur. Deux banques font actuellement l'objet de mesures correctives en ce qui concerne des actionnaires majoritaires. Par ailleurs, lorsqu'une prise de participations appréciables dans le capital d'une banque s'effectue sans le consentement écrit de la Banque nationale de Moldova, celle-ci est invalidée, les statuts, le capital, la structure de l'actionnariat et leurs participations au capital de la banque, etc., ne peuvent être modifiés en conséquence.

En 2000, à l'occasion de contrôles sophistiqués effectués dans une banque commerciale, il a été découvert que plusieurs groupes ayant des liens entre eux détenaient des parts appréciables du capital de ladite banque sans avoir obtenu l'autorisation de la Banque nationale de Moldova. Cette dernière a donc obligé la banque à se conformer à la réglementation en vigueur et à demander son agrément pour ce bloc d'actions ou à remplacer les détenteurs, et elle a refusé l'enregistrement de l'émission d'actions ainsi que la modification du capital et des parts des actionnaires jusqu'à ce que la banque satisfasse aux critères requis. On peut également citer à cet égard, le jugement rendu par la Cour suprême de justice le 5 décembre 2001 et approuvant le renforcement des critères établis par la Banque nationale de Moldova en ce qui concerne la prise de participations et que la direction de la banque concernée avait refusé d'appliquer.

Pour ce qui est de la conservation des documents bancaires, il convient de souligner qu'outre les règles générales établies par les archives nationales pour l'ensemble des entreprises, depuis le 25 octobre 1997, c'est la réglementation de la Banque nationale de Moldova sur les archives bancaires qui détermine les règles en matière de conservation des documents concernant l'identité des clients et leurs transactions. Les documents relatifs au portefeuille de crédit doivent être conservés pendant cinq ans; ceux sur les fondateurs et l'argent investi dans le capital de la banque, de façon permanente; les documents quotidiens, pendant trois ans; le registre des comptes clients, pendant cinq ans, etc.

Il faut souligner que toutes les réglementations de la Banque nationale de Moldova relatives au blanchiment de l'argent ont été élaborées avec l'aide de conseillers extérieurs (FMI, Groupe Barents – KPMG Consulting – USAID, DeNederlandsche Bank, GTZ, etc.) et visent à aligner les procédures de contrôle bancaire sur les « Principes fondamentaux d'un contrôle bancaire efficace » du Comité de Bâle.

Le 5 février 2001, la Banque nationale de Moldova a présenté une demande d'assistance technique à USAID, et en mai 2001 l'activité de la Banque a été évaluée par le Groupe Barents conformément aux principes fondamentaux du Comité de Bâle.

Le Groupe Barents a ainsi évalué la mesure dans laquelle la Banque nationale de Moldova se conforme à ces principes, notamment au quinzième principe relatif au blanchiment de capitaux. Cette évaluation a conclu que la Banque nationale procédait à la vérification de l'existence et de l'application efficace de politiques bancaires sur : la prévention et la mise à jour d'activités criminelles ou de fraudes;

la vérification de l'identité des clients et de ceux qui agissent en leur nom; l'identification des transactions douteuses; l'identification des personnes dotées de pouvoirs de décision importants; la communication des transactions douteuses à la direction de la banque; la notification aux autorités compétentes; l'imposition de sanctions au personnel qui ne respecte pas ces procédures; la garantie que le comité de vérification des comptes de la banque effectue les contrôles internes. La Banque nationale de Moldova a demandé aux banques qui n'ont pas encore mis en place des procédures comportant au moins les conditions susmentionnées de le faire dans les meilleurs délais.

Il est ressorti de l'évaluation de la conformité des activités de la Banque nationale de Moldova aux 11 critères énoncés dans le quinzième principe, qu'elle en respecte intégralement deux, sept en partie et deux pas du tout.

Il convient de souligner que ces deux derniers critères portent sur l'obligation faite aux banques de signaler les activités douteuses qui compromettent notamment la stabilité ou la réputation de la banque et le fait que les lois, réglementations et/ou politiques bancaires protègent les membres du personnel qui dénoncent de bonne foi des transactions douteuses à un responsable de la banque, de la sécurité ou directement aux autorités concernées. Cependant, la Banque nationale prend des mesures pour se conformer à ces deux critères. Ainsi, les banques commerciales ont pour obligation de transmettre à la Banque nationale de Moldova toute information concernant des transactions douteuses qui pourraient avoir des conséquences préjudiciables importantes sur la situation financière de la banque (par exemple, les banques doivent transmettre un rapport mensuel sur les transactions qui pourraient avoir une incidence sur leur situation financière). Le règlement intérieur des banques prévoit la désignation de personnes chargées de l'application de ces procédures. La législation du travail prévoit aussi des sanctions à l'encontre des personnes qui manquent à leurs obligations et la législation bancaire prévoit l'imposition de sanctions à l'encontre de la direction de la banque en cas de non-respect des dispositions juridiques et des principes de surveillance prudentielle définis par la Banque nationale de Moldova.

S'agissant de ces cinq critères supplémentaires énoncés au quinzième principe concernant l'existence d'une loi spécifique sur le blanchiment de capitaux, l'obligation pour l'autorité de contrôle de communiquer toute information sur des transactions douteuses et sur les activités criminelles visées par ladite loi, ils ont été considérés comme non applicables à l'époque car la loi sur la lutte contre le blanchiment de l'argent n'avait pas encore été adoptée. Toutefois, encore très récemment, le cadre juridique ne permettait pas l'application large d'un mécanisme de lutte contre le blanchiment de capitaux car la notion de transaction suspecte n'avait pas encore été définie et l'autorité chargée de recevoir et d'analyser les informations respectives n'avait pas encore été créée. Ce problème a été résolu le 15 novembre 2001 grâce à l'adoption de la loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux, qui définit les caractéristiques des transactions douteuses et désigne l'autorité chargée de recevoir et d'analyser les informations respectives (services du Procureur général). Aux fins de l'application de cette loi, y compris de l'élaboration d'un formulaire sur les transactions douteuses, les services du Procureur général ont constitué un groupe de travail en collaboration avec deux experts de la Banque nationale de Moldova.

À cet égard, il faut signaler que sur la base de cette loi, on s'est attaché à renforcer les critères utilisés par les systèmes de contrôle interne des banques et qu'un projet de réglementation sur la lutte contre le blanchiment de l'argent a été élaboré par la Banque nationale de Moldova à l'intention des banques commerciales, que l'on s'efforce d'améliorer les politiques de la Banque nationale en ce qui concerne les contrôles *in-situ* ainsi que de renforcer les sanctions à l'égard des banques. En outre, ladite loi prévoit que le personnel des banques doit recevoir une formation sur la prévention du blanchiment de capitaux, la lutte contre celui-ci, la détection des transactions douteuses, leur notification ainsi que sur les compétences des autorités concernées, notamment la Banque nationale de Moldova qui a pour obligation de transmettre au Bureau du Procureur général toute information concernant des activités suspectes et criminelles réalisées par l'intermédiaire de banques commerciales.

À cet égard, il est important de signaler que la législation bancaire et financière en vigueur comporte des dispositions sur le secret bancaire : les limites du secret bancaire sont énoncées à l'article 22 de la loi sur les institutions financières. Au sens dudit article, les administrateurs, employés et agents actuels ou antérieurs ont un devoir de confidentialité et ont pour obligation de ne pas utiliser à des fins personnelles ou au profit d'autres banques que celles qui les emploient ou les a employés, ou communiquer, toute information obtenue dans le cadre de leur activité professionnelle.

Les informations classées comme secret professionnel peuvent être divulguées à la Banque nationale de Moldova, à ses inspecteurs, experts comptables, à la Cour des comptes, aux autorités judiciaires et aux autorités chargées des enquêtes. En autorisant ces dernières à accéder aux informations bancaires et financières, la loi leur donne les moyens de déceler les transactions financières destinées à blanchir des capitaux.

L'article 36 de la loi sur la Banque nationale de Moldova régit la détention d'informations considérées comme secret commercial et obtenues par celle-ci dans le cadre de ses activités. Cet article dispose également que ces informations peuvent être divulguées dans certains cas, notamment sur requête des autorités judiciaires et des autorités étrangères de contrôle d'institutions financières.

Aux termes des lois susmentionnées, les informations classées secret commercial sont divulguées conformément à la législation en vigueur. Le Code de procédure pénale (art. 90) énonce les motifs permettant l'ouverture d'une procédure judiciaire, notamment : déclarations, lettres, notifications et publications dans la presse qui laissent supposer la commission d'une infraction. Les informations transmises systématiquement par la Banque nationale et les banques commerciales de la République de Moldova permettent aux autorités chargées des enquêtes d'ouvrir un dossier et si nécessaire de demander aux banques commerciales de leur fournir toute information pertinente à cet effet.

La loi du 15 novembre 2001 sur la prévention et la lutte contre le blanchiment de capitaux déroge à la législation sur le secret commercial et autorise les autorités chargées des enquêtes et les organismes de contrôle fiscal et financier à demander aux banques commerciales de leur remettre tout document ou information sur les transactions de leurs clients, en cas d'opérations douteuses.

Aux fins de l'application des dispositions de la législation susmentionnée, les banques commerciales et la Banque nationale coopèrent étroitement avec les autorités chargées des enquêtes judiciaires et autres en ce qui concerne la prévention et la lutte contre le blanchiment de capitaux. Des informations plus détaillées sur la collaboration de la Banque nationale avec ces organismes sont fournies ci-après.

Nos arguments à cet égard sont les suivants. Conformément aux dispositions du Plan d'activité du Programme de mise en oeuvre d'une surveillance prudentielle du secteur bancaire pour 1999, élaboré avec l'aide du FMI, la Banque nationale a contacté plusieurs autorités nationales, le 27 avril 1999, afin de nouer des liens de collaboration officiels dans le domaine du contrôle du respect des dispositions juridiques par les banques commerciales, notamment en ce qui concerne l'intégration dans le système bancaire de personnes au passé douteux (criminel ou autre) et l'argent obtenu par le biais d'opérations illégales. Les autorités contactées sont les suivantes : la Cour suprême de justice de la République de Moldova, le Ministère de l'intérieur, le Bureau national d'Interpol, le tribunal du commerce, l'inspection générale des impôts.

Dans cette lettre, dans le but de prévenir toute intrusion illégale de personnes morales et physiques, résidents ou non-résidents, dans le système bancaire de la République de Moldova et pour adopter les décisions appropriées en matière d'agrément bancaire, d'acceptation des administrateurs de la banque et d'octroi d'autorisation de détention de participations appréciables dans le capital bancaire, la Banque nationale de Moldova a demandé l'assistance des institutions susmentionnées afin de recueillir des informations sur les personnes faisant l'objet d'une enquête pour les motifs ci-après : preuves d'antécédents criminels; insolvabilité et non-exemption du remboursement de la dette; déchéance du droit de siéger au Conseil; preuve de fraude financière; évasion fiscale; toute autre information détenue par ces autorités sur la réputation de la personne soumise à enquête dans les milieux d'affaires; et preuve de problèmes financiers et administratifs lors des précédentes activités professionnelles.

Le Ministère de l'intérieur, le Bureau national d'Interpol et l'Inspection générale des impôts ont répondu qu'ils étaient prêts à coopérer.

Le 23 mai 2001, à la suite de la promulgation de la loi sur l'enregistrement des entreprises, la Banque nationale a adressé une lettre à la Chambre des enregistrements dans laquelle elle proposait une procédure de collaboration pour l'enregistrement des institutions financières, de leurs filiales et de leurs représentations et pour modifier la documentation relative à la création de banques commerciales. Cette mesure vise à instaurer des liens de coopération efficaces qui permettraient aux deux autorités de surveiller et de prévenir toute intrusion illégale de personnes morales et physiques dans le système bancaire.

La Banque nationale de Moldova coopère également avec toutes les autorités nationales lors des contrôles des banques commerciales et communique les informations pertinentes à l'État, à sa demande ou de sa propre initiative.

On peut citer en exemple la coopération entre la Banque nationale et le Ministère de l'intérieur pendant la période 2000-2001.

La Banque nationale de Moldova a procédé à huit contrôles thématiques dans des banques commerciales à la demande de départements du Ministère de l'intérieur. Des copies de ces rapports ont été envoyées à toutes les institutions mentionnées. La

Banque nationale a également demandé que 16 copies de ces rapports soient envoyées au Ministère de l'intérieur et au Département de surveillance de la criminalité organisée. Elle a également transmis d'autres informations sur les violations de la législation en vigueur par des directeurs de banque, notamment la réalisation de transactions douteuses importantes par les clients de ces banques.

Dans le cadre de l'examen des documents présentés pour les candidatures à un poste d'administrateur de banque commerciale, conformément à la Réglementation sur les conditions de nomination des administrateurs et à la demande de la Banque nationale, le Ministère de l'intérieur a fourni des informations sur les dossiers judiciaires de 179 personnes. Le Bureau national d'Interpol a communiqué à la demande de la Banque nationale des informations sur des cas de fraude financière et d'évasion fiscale, d'antécédents criminels, de procédures d'insolvabilité assorties d'une non-exemption du remboursement de la dette concernant sept non-résidents en République de Moldova.

La Banque nationale a transmis aux différents services du Ministère et au Département de lutte contre la corruption et la criminalité organisée des copies de tous les statuts et de leurs amendements, le règlement intérieur et les listes des administrateurs de certaines banques commerciales. À la demande du Ministère de l'intérieur, la Banque nationale a examiné les modifications et les compléments apportés à deux lois et deux dispositions réglementaires du Ministère et a informé ce dernier des résultats les plus récents. Également à la demande du Ministère, la Banque nationale a détaché deux employés pour fournir des services consultatifs lors de l'examen de plusieurs transactions douteuses sur des titres d'État déposés dans une banque commerciale de Moldova.

Des employés de la Banque nationale ont assisté à toutes les réunions des groupes de travail du Ministère et des autres institutions sur les questions relatives au blanchiment de l'argent.

La Banque nationale a également coopéré efficacement avec d'autres autorités judiciaires de la République de Moldova, notamment le Procureur général et les organes judiciaires.

À cet égard, le 15 novembre 2001, le Parlement a adopté la loi No 633-XV sur le contrôle et la prévention du blanchiment de capitaux. Celle-ci énonce les mesures à appliquer pour définir et limiter les opérations financières douteuses et fixe les pouvoirs des autorités chargées de lutter contre le blanchiment de l'argent et la coopération internationale en la matière. Aux termes de cette loi, les banques commerciales ont pour obligation : d'élaborer des procédures et des mesures de contrôle interne, notamment de nommer des directeurs responsables de la conformité des politiques et des procédures bancaires avec ladite loi; de mettre en place un programme de formation continue du personnel; et de communiquer au Procureur général toute opération douteuse ou irrationnelle. La loi énonce clairement les caractéristiques des transactions douteuses, permettant ainsi aux banques de déterminer elles-mêmes si les opérations réalisées peuvent être considérées comme suspectes ou pas. Dès qu'elles constatent l'existence de telles opérations, les banques sont tenues de compléter un formulaire particulier en indiquant toutes les informations dont elles disposent sur le client concerné avant de le transmettre au Procureur général. La loi fixe également les attributions des autorités qui contrôlent la légitimité des opérations effectuées par les institutions financières. Elle a élargi les responsabilités des différentes institutions, notamment

de la Banque nationale de Moldova, concernées par la prévention du blanchiment de capitaux. Toutes ces institutions doivent soumettre au Procureur général des informations sur les personnes morales et physiques se livrant à des activités de blanchiment de l'argent ainsi que sur les transactions douteuses décelées lors des contrôles.

Actuellement, la Banque nationale met au point des procédures internes et externes aux fins de l'application des dispositions légales.

Leonid Talmaci
Governor
